

Le budget—M. Crosbie

Il prétend avoir pris une résolution et prêter son concours à la Banque du Canada qui, grâce à ses politiques monétaires, cherche à faire échec à l'inflation. Quelle plaisanterie! Le gouverneur de la Banque du Canada a dit et redit, aussi haut et fort que possible publiquement—et il ne saurait être trop critique à l'égard du gouvernement—ce qu'il lui semblait opportun de faire. Il a fait un plaidoyer pitoyable. Il a déclaré que la politique monétaire, la politique des taux d'intérêt et la réduction de la masse monétaire ne suffisaient pas. Il a dit: «Si nous voulons juguler l'inflation, il faut que le gouvernement nous vienne en aide par des politiques fiscales». Voilà ce qu'il a dit. J'ai cité les paroles du gouverneur hier soir. Cette fois, je vais vous citer ce qu'il a dit devant le comité sénatorial des finances nationales le 29 mai 1980. Il a dit:

... une bonne politique monétaire, même si elle est absolument indispensable, doit s'accompagner de nombreux autres ajustements pour assurer la réalisation des objectifs économiques...

Voilà ce qu'il a dit et je pourrais en citer encore plus long. Hier soir, je vous ai cité quelques déclarations au sujet du déficit. Il a dit:

... le moins que nous puissions faire, c'est de l'empêcher d'augmenter.

Il faut réduire le déficit du gouvernement et pour ce faire, le plus utile serait de commencer par réduire la taille du gouvernement lui-même. Est-ce là ce que le budget fait des recommandations du gouverneur de la Banque du Canada, M. Bouey? Après cette déclaration, on lui offre un budget dans lequel le déficit augmente de 3,600 millions de dollars. Le gouvernement ne l'aide absolument pas dans sa lutte contre l'inflation. C'est pourquoi le taux d'inflation sera bien pire l'année prochaine que celui que prédit le ministre des Finances dans son budget, lequel est rédigé en termes extrêmement généraux. De sorte qu'il ne fait rien. Le ministre a oublié ce principe. Voici la stratégie économique dont nous parlons. Il a déjà été infidèle à tous ces principes. Puis, dans l'exposé budgétaire, il déclare:

tout en limitant les dépenses, il faut financer d'importantes initiatives nouvelles dans les domaines de l'énergie, du développement économique, de l'adaptation industrielle et de la mobilité de la main-d'œuvre;

Ce ne sont que des mots. Nous sommes au courant des nouvelles dépenses dans le domaine énergétique. Nous devons attendre pour voir d'où viendra le reste et si le gouvernement va continuer à réduire le déficit. Parlant de sa stratégie, le ministre énonce un principe:

il faut aussi accroître l'aide au monde en voie de développement;

Il énonce ensuite le principe suivant:

Le gouvernement est résolu à soutenir l'aide sociale et économique aux personnes et aux collectivités le plus dans le besoin;

Le budget fait tout le contraire. Monsieur l'Orateur, c'est un gouvernement qui se dit libéral. Nous sommes censés être gouvernés par des hommes et des femmes de cœur. A les entendre parler pendant les campagnes électorales, ils ne pensent qu'au Canadien ordinaire.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Ils prétendent maintenant qu'au cours des trois ou quatre prochaines années le prix du pétrole et du gaz ne va pas augmenter autant que si nous étions restés au pouvoir. C'est de la foutaise. Peu importe que cela soit vrai ou pas. A supposer que cette année le baril de pétrole augmente de \$3.80 au lieu de \$4. Cela veut-il dire que les pauvres Canadiens ont moins besoin d'aide, simplement à cause de cet écart de 20c.? A supposer qu'au cours des quatre prochaines années, les

hausse de prix autorisées par le gouvernement soient légèrement inférieures aux nôtres, qu'il y ait par exemple 20c. ou 30c. de différence. Croyez-vous que les contribuables à faible revenu n'auront pas besoin d'aide pour faire face à ces nouvelles dépenses? Naturellement. Le ministre prévoit que les frais d'énergie augmenteront de 27 p. 100 l'an prochain. Notre démagogue celtique au cœur de pierre n'a rien prévu pour venir en aide à ses électeurs du Cap-Breton.

● (1540)

Toujours selon ses prévisions économiques, les prix des aliments augmenteront de 12 p. 100 l'an prochain. Oublions l'énergie. Ne faudra-t-il pas aider les simples contribuables? L'an dernier le gouvernement a rejeté l'offre que nous proposons. Si notre budget avait été adopté, ils auraient bénéficié d'une aide cette année et l'an prochain. Les Canadiens à faible revenu toucheraient 500 millions de dollars d'aide et un milliard par la suite. Selon notre plan de crédit à l'intérêt foncier et hypothécaire, nous aurions versé 575 millions cette année même, 1,2 milliard l'an prochain, tout cela nous l'aurions fait en diminuant le déficit de 3.6 milliards.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Voici un autre exemple de l'honnêteté, de la franchise du gouvernement. Il y a à peine une heure nous avons vu l'habile ministre de l'Énergie se faire poser des questions et au lieu d'y répondre il a parlé de réserves de pétrole. «Bien sûr,» a-t-il dit, «nos réserves sont bien suffisantes.» Ce ne sont pas ses paroles exactes, mais de toute façon tout va bien. Les poulets du poulailler se fichent pas mal que le malin Lalonde soit là, les dents brillantes. «Les prix se défendent très bien sur le marché aujourd'hui», mais voici un message qui provient de la bourse de Toronto: «L'incide des pétroles a perdu 300 points. Le téléscripneur ne peut plus suivre la dégringolade.»

Des voix: C'est honteux.

M. Crosbie: Mon Dieu, combien de temps cela va-t-il durer? On ne prévoit aucune aide sociale ou économique à ceux qui en auront besoin, non aucune. Passons à autre chose.

Voici leur dernière trouvaille: «Il (le gouvernement) est déterminé à renforcer le jeu de la concurrence et à réduire le poids de la réglementation publique». Ils ont de leur côté le député de Toronto-Willowdale, quelque chose du genre. Qu'est-ce au juste?

Une voix: Le tendre de Willowdale.

Une voix: Willowdale.

M. Crosbie: Willowdale. Il est président d'un comité qui étudie les règlements du gouvernement. C'est le même gouvernement qui nous a donné des milliers de pages de règlements, c'est le même gouvernement qui nous donne maintenant des centaines de pages de nouveaux règlements à cause de sa politique énergétique et c'est le même gouvernement qui fera en sorte que les forces du marché ne soient pas renforcées, mais plutôt subjuguées par le gouvernement. Voilà ce que le gouvernement fait de la concurrence. Le député d'en face ne s'intéresse aucunement au secteur privé. L'exposé budgétaire ne contient rien qui puisse aider le secteur privé, rien qui puisse encourager les Canadiens à investir dans leur propre économie, rien qui puisse les encourager à acheter des actions de sociétés canadiennes. Le gouvernement laisse entendre qu'il existe un moyen de mettre la main sans difficulté sur l'indus-